

## Traitements des députés—Loi

[Français]

**M. Réal Caouette (Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, je désire dire seulement quelques mots à la suite des propos que vient de tenir le leader du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent). Quant à jouer sur les mots, moi, j'aime ça comme ça.

Pour l'augmentation, contre l'augmentation, on ne sait pas trop où se situer, c'est une série de contradictions, quand on les regarde agir à l'égard d'autres organisations dans notre société.

En effet, les gens du Nouveau parti démocratique se font les défenseurs de toutes les classes ouvrières, demandant à maintes reprises et à répétition des indexations de revenus pour l'ensemble des classes travaillantes. Chose que nous acceptons nous-mêmes. Mais quand on arrive pour dire qu'au Parlement, les députés, pour tenter de faire des comparaisons entre le rôle d'un député et celui de n'importe quel autre Canadien, je pense que le député d'Oshawa-Whitby pratique la démagogie pure.

Quand il s'agit d'augmenter les salaires des chefs syndicaux, le leader néo-démocrate vient dire à la Chambre: Ces pauvres misérables, il faut les aider.

Et c'est tellement vrai qu'ils sont là pour prendre la défense de tout le monde, et en disant qu'eux simplement pour jouer à la politique...

**Une voix:** C'est ça.

**M. Caouette (Témiscamingue):** C'est ça. Pensant attirer l'attention du public. C'est tellement vrai, monsieur l'Orateur, qu'hier, mon collègue de Kamouraska (M. Dionne) faisait un bon discours sur le bill C-44. J'ai également pris la parole, d'autres aussi. Et ce matin, vérifions dans tous les journaux, *Le Jour*, *Le Devoir*, *Le Journal de Montréal* ou les autres, on rapporte que le député d'Oshawa-Whitby a promis de s'opposer au bill C-44.

Voilà la nouvelle que nous avons ce matin, voilà la liberté de la presse: oublier de dire la vérité quand certains ont parlé en faveur du bill C-44 et attacher de l'importance à ceux qui veulent pratiquer la démagogie au Canada.

**Une voix:** C'est ça.

**M. Caouette (Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, je dis qu'il n'y a pas de comparaison entre un représentant du peuple, et le député d'Oshawa-Whitby est compris là-dedans, et les autres. Il n'y en a pas, parce que personne, ni chef syndical, ni chef d'entreprise, ni qui que ce soit, ne doit faire face à des responsabilités comme un député fédéral ou un député provincial, peu importe.

Les néo-démocrates des provinces socialistes du Canada, la Colombie-Britannique, la Saskatchewan, le Manitoba, ont compris cela dans leur législature, parce qu'ils sont au pouvoir. Ici, parce qu'ils recherchent le pouvoir, ils ne comprennent rien.

**Une voix:** Ils ne comprendront jamais.

**M. Caouette (Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, c'est tellement vrai que le député dit qu'il est d'accord sur l'augmentation de l'indemnité parlementaire, mais contre l'augmentation des dépenses non taxables. De combien faut-il augmenter l'indemnité proprement dite, il ne le sait pas trop, mais il est en faveur. Les dépenses, non, on est comme les autres là-dessus.

Monsieur l'Orateur, j'ai mentionné hier, moi, qu'un député qui vient de loin par exemple,—il y en a qui sont de la région et qui n'ont pas de dépenses supplémentaires—

[M. Broadbent.]

mais ceux qui sont d'une autre province, ceux, comme nous, du Nord-Ouest du Québec ou du Bas de la province de Québec, qui doivent entretenir...

**Une voix:** Le Nord de l'Ontario!

**M. Caouette (Témiscamingue):**... le Nord de l'Ontario, ceux qui doivent entretenir une résidence à Ottawa et une résidence chez eux, qui doivent s'occuper de leur femme et de leurs enfants chez eux, n'ont pas de vie de famille. On me dira qu'ils auraient bien pu se dispenser d'être candidats, mais nous avons quand même senti le besoin d'offrir nos services à la population, et je ne crois pas que celle-ci s'oppose à ce que son député puisse vivre convenablement et travailler au service de la population librement.

Monsieur l'Orateur, quelqu'un qui paie un loyer ici dans une maison de rapport doit payer \$300 ou \$350 par mois. Sa nourriture, celle de sa famille dans sa circonscription, il doit la payer, tout le monde sait cela. Les députés néo-démocrates le savent aussi. Quand il s'agit d'un mariage, on est invité. Quand il s'agit d'un anniversaire de mariage, nous sommes encore invités. S'il y a des funérailles quelque part, nous devons envoyer des fleurs. Cela ne veut pas dire qu'on est obligé, non, mais si on ne veut pas passer pour des «peignes de corne», on est obligé, on se sent obligé envers nos électeurs. Monsieur l'Orateur, il n'y a pas de comparaison entre les dépenses que nous devons faire et celles des autres Canadiens. Nous ne sommes pas dans la même situation. Lorsqu'il y a une démonstration quelconque, une œuvre de charité ou un club sportif de hockey, de baseball, ou d'autre chose, tout de suite, le premier invité à souscrire, c'est le député provincial ou fédéral. Qu'est-ce qu'on fait? Un petit chèque de \$25, \$50, \$100, et ainsi de suite. On me dira: On n'est pas obligé, non, on n'est pas obligé, mais on passerait pour des «peignes de corne» si on ne le faisait pas. Alors, on participe autant que possible à la vie sociale, dans nos circonscriptions respectives.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Caouette (Témiscamingue):** Je ne sais pas qui vient de bâiller, mais si celui-là ne s'occupe pas des gens ou si cela ne lui fait rien...

**Une voix:** Il s'occupe de la publicité!

**M. Caouette (Témiscamingue):** Bien, peut-être, seulement pour jouer encore à la politique, comme je l'ai dit tantôt.

Monsieur l'Orateur, étant donné cette indexation dont les néo-démocrates se font les défenseurs, depuis plusieurs années, et compte tenu de l'inflation qu'ils combattent depuis plusieurs années, comment peuvent-ils concilier leur lutte à l'inflation et en même temps y opposer l'indexation des salaires à l'augmentation du coût de la vie? Et l'augmentation du coût de la vie, à les entendre parler, ne dépend que du gouvernement fédéral, ne dépend que des députés, des gouvernements, mais l'inflation doit aussi préoccuper les chefs syndicaux, c'est leur responsabilité à eux, c'est la responsabilité de tout le monde, l'inflation et la misère au sein de l'abondance. Nous savons qu'il existe des pauvres, mais quand nous présentons, nous, depuis 35 ans, des projets de loi pour améliorer le pouvoir d'achat des contribuables, des consommateurs, sans augmenter les prix, les néo-démocrates sont les premiers à voter contre cela. Je le répète encore, ils agissent comme des hypocrites dans ce temps-là, et cela fait leur affaire, les pauvres, pour autant que cela leur rapporte des votes, c'est le seul cas où cela leur rapporte.